

## ii. Le secteur minier, un pilier de croissance inclusive et durable

### Objectifs de la session :

Présenter la contribution de l'industrie minière à l'économie Malagasy, discuter des différents enjeux et perspectives liés à la bonne gouvernance liée à la gestion des redevances minières, promouvoir les démarches de création de valeurs partagées et d'exploitation responsable des ressources, discuter des investissements sur les enfants et des communautés locales pour une croissance inclusive et durable.

### Intervenants :

**Ida HYLLESTED**, Spécialiste du droit des enfants avec le secteur privé en milieu extractif, UNICEF Genève,

**Winifred FITZGERALD**, Conseillère en relations externes, Ambatovy

**Lisa GAYLORD**, Directeur Relations Corporate, Communautaires et Développement durable, Rio Tinto QMM

Représentant des organisations de la Société civile sur l'industrie extractive (OSCIE)

Modérateur : **Tiana RAVALOSON**, Directeur pays par intérim, Search for common ground

### Contexte de la session :

La gouvernance du secteur minier déterminera en grande partie si le secteur apportera un développement durable à Madagascar ou déstabilisera davantage une économie déjà fragile. La richesse souterraine de l'île constitue un atout non renouvelable qui requiert une gestion prudente et efficace par le gouvernement. Si le secteur minier est accablé par les intérêts de quelques groupes de personnes, l'opacité, le non-respect de l'Etat de droit et les impacts environnementaux et sociaux non réglementés, il pourrait entraîner la dégradation des conditions politiques et économiques du pays. Inversement, la transparence complète et la supervision effective par le gouvernement et la société civile, en vue d'exploiter la richesse minière pour améliorer la vie du peuple malgache à court et à long terme, permettront de garantir que le secteur devienne un véritable catalyseur du développement. Selon la Chambre des Mines de Madagascar, le secteur minier avec trois compagnies en opération participe à hauteur de 2,12% du PIB, de 14% aux recettes fiscales, aux IDE à 40%, aux exportations à 30%, ce qui représente une contribution significative à l'économie malgache. Les enjeux sociaux et environnementaux de l'industrie minière sont importants et complexes ; si on ne citait que la migration, la répartition des ressources, le déplacement de population, les aspects de l'hygiène, la santé et la sécurité au travail etc. Dans ce cadre, quels sont les rôles des différentes parties pour assurer une gestion inclusive et durable de l'exploitation de ces ressources.? La chambre des Mines en collaboration avec les différentes parties prenantes promeut le dialogue et la communication afin de renforcer l'intégration de ses membres dans le tissu social et contribuant d'une manière inclusive au développement de Madagascar. Dans ce panel, les intervenants ont abordé les questions liées à la gouvernance des ressources minières, la considération des groupes vulnérables tels que les enfants et la responsabilité des entreprises minières pour mettre en œuvre et promouvoir une exploitation des ressources de façon durable dans le respect des droits humains.

### Les points de discussion :

- La contribution de l'industrie minière à l'économie Malagasy
- Le rôle de la plateforme RSE de la Chambre des Mines, dans la promotion des pratiques d'affaires responsables dans le secteur
- Bonne gouvernance des redevances minières : Cas de Rio-Tinto et Ambatovy
- Le rôle du partenariat pour le développement durable dans le secteur minier

## Points de discussion ( suite)

Le principal défi pour une industrialisation inclusive dans le contexte minier est de pouvoir "vivre ensemble dans une démarche gagnant-gagnant" ou même « Synergique » grâce à un dialogue permanent et l'engagement de toutes les parties prenantes (Etat, Opérateurs et OSC/Population). Ce qui est impossible sans une bonne gouvernance du secteur, la considération du développement durable (Préserver, réparer, compenser, valoriser), la mise en place d'investissements sociaux inclusifs et participatifs et la considération des enjeux fonciers. Pour cela, il est important de lutter contre la corruption, renforcer la compétence des différentes parties prenantes, renforcer le rôle de la société civile – spécialisée dans l'industrie extractive- tant au niveau national que local afin qu'elle puisse prévenir efficacement les conflits sociaux.

Dans le cadre du respect des droits humains, il existe des lacunes critiques dans la plupart des approches de vérification standard nécessaire, ce qui fait que les impacts spécifiques aux groupes vulnérables tels que les enfants peuvent ne pas être identifiés...Une boîte à outils a ainsi été développée par UNICEF pour accompagner les entreprises à adresser les enjeux et les impacts de l'entreprise minière sur les enfants.

### L'OSCIE a sollicité les modifications relatives à la RSE dans le code minier :

- Le **non-respect du cahier des charges en matière sociale** doit faire partie des fautes graves à sanctionner par l'annulation du permis, au même titre que le non-paiement des redevances/ristournes minières.
- Le Code Minier doit garantir l'existence de mécanismes plus systématiques de consultation des communautés concernées par les projets miniers, en intégrant explicitement le **principe du consentement libre, en connaissance de cause et préalable des communautés concernées** comme base du "protocole social", ainsi que dans tous les articles du Code Minier relatifs aux obligations attachées à l'exercice des activités minières, et à la protection de l'environnement.
- Le Code minier ne traite pas des questions de **santé, hygiène et sécurité pour les autorisations minières artisanales** malgré la grande précarité constatée dans ce secteur.
- Des réflexions approfondies et des **orientations politiques en matière de RSE** sont à envisager, car aujourd'hui, il n'y a pas de référence permettant d'évaluer une RSE adaptée aux besoins et contextes locaux.

## Rôle de la société civile pour encourager la bonne gouvernance du secteur minier

La concertation entre le secteur privé-public et la société civile est incontournable pour la promotion de la RSE et avec l'appui des partenaires techniques et financiers. La société civile aura comme rôle d'interpeller les différents acteurs et d'assurer la promotion de la démarche.

## Comment aborder le partenariat dans une démarche inclusive ?

Développer des partenariats n'est pas uniquement motivé par l'amélioration de la réputation et l'image de la compagnie! Mais aussi et surtout pour créer des synergies et les complémentarités entre partenaires et pour bénéficier de l'expertise et la connaissance approfondie des uns et des autres du contexte local. Il permet aussi d'avoir un effet de levier avec d'autres acteurs.

- Les partenariats doivent tenir compte des enjeux et des opportunités aux différents cycles de projet et différents horizons de planification,
- Un partenariat durable, nécessite une analyse de des attentes/intérêts de l'un et de l'autre (réputation, forces, expériences antérieures, attentes) et de faire un "due diligence"
- La compagnie doit voir au-delà du partenariat financier mais aussi de renforcement de capacités, participation dans les dialogues politiques et les plateformes de coordination, planification conjointe, etc afin de limiter les duplications d'efforts.

## Une démarche de valeur partagée

Une industrie inclusive et durable adopte des politiques et pratiques qui améliorent sa compétitivité tout en favorisant les conditions économiques et sociales des communautés dans lesquelles elle opère. La création de valeurs partagées se concentre sur l'identification et l'élargissement des liens entre le progrès environnemental et socio-économique. Elle ne peut se faire qu'en :



- maintenant les services des écosystèmes et l'accès et la disponibilité de la terre et les ressources par les communautés;
- favorisant et assurant la promotion de transfert économique et des compétences locales qui contribuent au développement des entreprises qualifiées et autonomes conduisant au développement d'une économie parallèle;
- en intégrant les activités de développement local de la compagnie dans le cadre du développement régional dans un processus de planification régionale basé sur une culture de partenariat, de dialogue et des avantages mutuels, en adoptant un système de redistribution des redevances minières au niveau communal.

## Conclusion et perspectives :

- Un développement inclusif est basé sur un partenariat durable et inclusif. Une entreprise doit privilégier le partenariat avec plusieurs parties prenantes pour participer au développement du pays lui permettant également d'être un « bon voisin corporatif » dans ses zones d'opération.
- Pour contribuer à l'atteinte de l'ODD 17, une bonne et une forte coordination entre partenaires est recommandée. Il est important de renforcer les conditions sociales et économiques des communautés et de se pencher sur les impacts positifs ou négatifs, des activités des compagnies minières sur les enfants. La concertation entre le gouvernement, le secteur privé et la société civile est indispensable pour l'atteinte de ces objectifs.
- Pour parvenir à une bonne gouvernance minière à Madagascar et adresser les différents défis, tels que le climat de corruption qui prévaut dans le pays, le manque de compétence requise en matière de capital humain pour des transformations industrielles chez les populations malgaches, notamment celles du milieu rural, et le problème dans la représentation et la légitimité de la société civile – spécialisée dans l'industrie extractive.
- La démarche inclusive dans le secteur minier nécessite également l'établissement d'une société civile environnementale forte, respectée, écoutée et responsable pour contribuer au bien-être des Malagasy. Toutes les parties prenantes doivent œuvrer pour une bonne gouvernance des ressources minières et pétrolières à Madagascar, basée sur la transparence et la redevabilité.